

VENDEU AU GRAND PATRONAT

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 282
VENDREDI 28 SEPTEMBRE 1951
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

PLEVEN

prépare

l'épreuve de force

Paix meurtrière et 3^{me} Front

COMPARER aux agissements meurtriers, de gangs rivaux les menées diplomatiques qui se poursuivent tant à l'Est qu'à l'Ouest d'un univers dangereusement menacé est banal. Confronté pierron-le-Fou et Truman, Staline et Dédé-le-Balafré, est une plaisanterie, mais assez peu comique. Et pourtant n'assistons-nous pas à des gigantesques règlements de compte préparés et introduits par une série de ruses plus ou moins bien menées par les antagonistes ? Dès lors que nous en sommes déjà aux préliminaires, essayons d'interpréter les escarmouches actuelles, préludes à l'échauffourée finale :

Ottawa, Athènes, Djakarta, Rome, Istanbul, Belgrade, Kaesong, Tokyo, tels sont les noms des terrains d'exercice que s'offrent les diplomates ennemis. Les décisions prises dans ces villes, les actes perpétrés dans les contrées où elles sont situées grevent, chaque jour davantage, la minime quantité d'espoir qui restait aux hommes. Une fois de plus est vérifié l'axiome révolutionnaire selon lequel il n'est d'espoir qu'en la conscience et en l'action collective, populaire. Comment nous exprimer notre sentiment ?

L'examen rapide mais sérieux de la situation actuellement créée en Corée, Turquie et en Grèce, l'analyse de la politique russe, américaine et anglaise, nous paraissent confirmer le jugement que nous formulons voici un mois déjà et que nous commentons il y a quinze jours ici même.

La volonté raisonnée des deux blocs est de maintenir un état de paix semi-pacifique (mais combien meurtrier) le plus longtemps possible. Cependant, rien ne permet d'affirmer que cette volonté commune résistera aux exactions imbéciles d'un Acheson ou d'un Gromyko, exactions parfois irrationnelles, toujours possibles, qui peuvent être fatales.

Une fois de plus, réaffirmons notre foi en un sursaut de conscience populaire, foi raisonnée, puissante, dans laquelle toutes nos forces sont mises en œuvre au service de la paix et de la liberté. Notre paix, il va sans dire, n'est pas la paix bourgeoise. La guerre que nous menons ne saurait être, non plus, une guerre bourgeoise : La guerre que le peuple peut et doit mener c'est la guerre sociale, la guerre révolutionnaire contre tous les oppresseurs, quelles que soient leur nationalité et leur méthode...

En 1951, cette volonté raisonnée se traduit par le COMBAT 3^e FRONT. Il ne suffit plus de dire « Ni Staline, ni Truman », il incombe, à chacun, avec les anarchistes, de se montrer dans les faits :

CONTRE TRUMAN SANS ETRE POUR STALINE.
CONTRE STALINE SANS ETRE POUR TRUMAN.

C'est la position 3^e Front, la position anarchiste sur le front social.
R. SAINT-JACQUES.

LE CALVAIRE NORD-AFRICAIN

Des grévistes assiègent la gendarmerie de Descartes

BIEN que malgré l'agitation créée, le dernier procès de Bône qui s'est déroulé le 26 août ait vu un verdict relativement cruel frapper 83 combattants anti-imperialistes algériens, l'offensive colonialiste s'accroît, à la répression « exemplaire et épidémique » se substitue la répression « systématique et permanente ». S'étonnera-t-on dans ces conditions, de la force des ripostes populaires ?

Les indices officiels du coût de la vie sont sensiblement les mêmes en Algérie (2.046) qu'à Paris (2.011), cependant la disproportion est énorme : toutes les forces sont mises en œuvre au service de la paix et de la liberté. Notre paix, il va sans dire, n'est pas la paix bourgeoise. La guerre que nous menons ne saurait être, non plus, une guerre bourgeoise : La guerre que le peuple peut et doit mener c'est la guerre sociale, la guerre révolutionnaire contre tous les oppresseurs, quelles que soient leur nationalité et leur méthode...

A la suite de l'arrestation de deux de leurs camarades, plusieurs centaines de grévistes ont manifesté dans les rues de Descartes et ont assiégé la gendarmerie.

Les gendarmes ont fait usage de bombes lacrymogènes et réclament des secours. Des renforts provenant de Tlemcen et de Sidi-Bel-Abbès ont été envoyés à la gendarmerie après avoir dû renverser plusieurs barrières.

LES COLLABOS
A Colomb-Béchar, Dubineau, Philippière, Laghouat, Oued-Zenati, les colonialistes, avec l'aide de leurs valets indigènes, ont perpétré de nouveaux crimes. Un exemple, tiré de la vie de la localité de Tassalit :
Depuis les élections du 17 juin 1951, les services du caïd Bel-Hadad, de Beni-Melikech, emploient un moyen original pour trahir les administrés.
C'est ainsi que lorsque l'un de ces derniers est un des favoris du caïd, on lui remet par l'intermédiaire d'un mezzouar (1) un boîtier de papier portant le cachet du caïd. Il est servi avec empressement. Par contre, les habitants qui sont connus pour avoir des idées quelque peu différentes de celles du caïd (1) Chef de village.

CAMARADES,
Le verdict du procès intenté à Fontenis par Jules Moch condamne notre camarade à une forte amende. Appel est fait à la solidarité de tous. Une souscription est ouverte afin de couvrir cette amende.

Adressez les fonds à Yvonne Lannen, 34, rue Pierre-Grenier, E. 12, Boulogne-Billancourt. C.C.P. Paris 8172-98.

CONTRE LES TRAVAILLEURS

Prix exorbitants

lib On voudrait ne pas avoir, chaque semaine, à répéter les mêmes paroles, à stigmatiser les mêmes infamies parlementaires, à lancer les mêmes appels à l'unité et à l'action ouvrière. Cependant, tant que les travailleurs n'auront pas pris conscience de leurs véritables intérêts, tant que le patronat, les politiciens, l'Etat, seront à même de bernier les classes laborieuses, rien ne pourra nous interdire d'émettre vigoureusement, chaque semaine, le même message révolutionnaire. Faisons donc, à nouveau, le point d'une situation qui n'évolue que lentement. Où en sommes-nous ? Où en sont les travailleurs de la base, les ménagères, les vieux et les vieilles, les jeunes de ce pays, tous menacés par les mêmes ennemis, par les mêmes catastrophes ? Nos camarades de Lyon, avec les travailleurs de la région, font grève contre les nouveaux tarifs du pain : 58 francs le kilo, tel est le prix que l'on veut imposer aux ouvriers déjà sous-alimentés ! A Paris, c'est de 30 p. 100 que l'on a majoré l'aliment de base des travailleurs : le pain est à 50 francs le kilo. Les autres produits ont vu leur coût relevé à l'avenant. Charbon, 20 p. 100 de hausse. Les pâtes alimentaires, 30 p. 100. Gaz, électricité, acier, 15 p. 100 prévus. Qu'a fait Pleven ? Qu'on tente les syndicats ?

Pleven a déclaré : « Baisse des prix ! Opération bifteck ! Tarif garanti à 100 francs de l'heure ! » Alors ? la baisse des prix, on voit ce qu'il en est advenu. Déjà, le 24 mars, la fixation du minimum vital à 17.500 francs légalisait une hausse des prix importante, hausse supportée uniquement par les salaires ouvriers et les revenus fixes. Or, depuis mars, 15 p. 100 de hausse sont venus s'ajouter à ces 50 p. 100. Résultat ? Par rapport à 1938, les salaires, qui n'étaient déjà pas reluisants, ont dû supporter que les prix augmentent dans la proportion de 65 p. 100 ! Ces 65 p. 100 là ont été lentement, mais sûrement, volés aux travailleurs et ont suivi les bénéfices des industriels, des marchands de canons, des commerçants, les taux d'imposition sur les salaires. Et Pleven ose encore parler de baisse des prix ! Qui pense-t-il encore tromper ? Certes, pas les travailleurs, ni les ménagères... Quant à « l'opération bifteck », soit-on de M. Perin, secrétaire général du Syndicat des Bouchers de Paris, a demandé : « Une minute de silence en l'honneur des bouchers qui ont mis fin à leurs jours parce qu'ils étaient écrasés par les impôts et accablés à la faillite ». En connaît-on beaucoup, parmi les bouchers, qui ont préféré le suicide aux bénéfices ?

L'AUMONE PLEVEN
Les syndicats, nous voulons dire les dirigeants syndicaux, ont pris acte des décisions Pleven que nous dénonçons nous-mêmes dès le mois d'août. Il était d'ailleurs impossible à quiconque de cacheter ces décisions, ayant été absurdes, de ridiculement insuffisantes. Pouvait-on espérer que les travailleurs accepteraient les 100 francs Pleven réduits à 86,5 pour

la province, diminués encore par les abattements d'âge ? L'aumône des 100 francs de Pleven, représentant 50 p. 100 du juste salaire, rognée de 20 p. 100 par le biais des 5 heures supplémentaires, rognée encore de 3,75, 7,5 ou 11,25 p. 100, suivant les abattements de zone, puis encore de 15 p. 100 pour les abattements d'âge. Que ne faudrait-il donc pas accepter ? C'est la question que se posent les journaux ouvriers.

Craignant une soudaine et incontrôlable agitation partie de la base, les bonzes se sont résolus à un accord de principe sur les 23.600 francs. Accord de principe, seulement, car les faits l'ont prouvé, aucun état-major syndical ne s'est encore décidé à s'engager dans une action commune. F.O. a dit : « Non » ; la C.F.T.C. a dit : « Peut-être » ; la C.G.T. réplique : « Venez à nous ». Et, les bonzes, cela n'a rien d'extraordinaire, n'ont encore rien fait... Mais comment l'immense majorité des travailleurs a-t-elle réagi ? Chacun d'entre nous a senti la grande colère ouvrière commencer à gronder autour de soi. Déjà un peu partout, le nombre des débrayages « pour les 23.600 francs » s'est accru. A Angers, Brest, Montluçon, Nancy, Lyon, Lézvrey, Clermont-Ferrand, Marseille, de nombreuses actions sont engagées, tant dans la sidérurgie et dans les cuirs et peaux que dans l'alimentation et dans les transports. Que faut-il en attendre ?

Une vaste offensive ouvrière semble se préparer. Evidemment, les bonzes syndicaux s'emploieront à en tirer profit. Pour nous, rien ne doit être fait qui puisse mettre en danger le mouvement d'unité qui se prépare et commence déjà à se faire jour. C'est pourquoi, pour ne pas rompre l'unité, nous combattons pour les 23.600 francs. C'est pourquoi aussi, durant le combat lui-même, nous ferons tout pour élargir cette unité, pour amener tous les travailleurs, qu'ils soient communistes, chrétiens ou socialistes, à dépasser leurs états-majors. Notre revendication immédiate ? Elle est claire : Le salaire minimum national interprofessionnel garanti ne doit pas être inférieur au budget-type du Conseil supérieur de la Fonction publique : 26.350 francs ; 152 francs de l'heure.

Les 26.350 francs, l'échelle mobile, la suppression des abattements de zone et d'âge sont des revendications qui forment un tout, revendications essentielles qui, bien conduites, sont susceptibles, dans l'immédiat, d'avoir un sens important : lutter pour l'amélioration du sort des travailleurs, c'est aussi, répétons-le, lutter contre l'Etat et son monstrueux budget de mort (Armée, Police, etc...). Mais enfin, il faut le comprendre, un tel combat revendicatif pour le bien-être, dans la paix et la liberté, n'a de sens que s'il est mené dans le cadre du combat pour le vrai communisme.

Charles DEVANÇON.

En 4^e page :
Le Patronat et l'Etat craignent l'unité ouvrière

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Tactique des jésuites

MAINTEANT que les hérauts de la laïcité ont terminé leur chant du cygne, il importe d'analyser calmement les données du problème, de scruter les dessous de l'escroquerie : « bataille scolaire ».

Un point est, d'ores et déjà acquis : les cléricaux ont remporté la première manche de la partie qui s'était engagée voici quelques semaines, sur le plan de l'hypocrisie parlementaire. Cette constatation essentielle, si elle ne fait que confirmer nos prévisions, éclairera cependant d'une clarté nouvelle les opinions encore incertaines de quelques-uns. Passons donc à l'examen des causes de la défaite laïque — le mot n'est pas trop fort — avant d'en déterminer les conséquences et de rechercher les remèdes.

PROBLEME ECONOMIQUE ?

Il peut sembler, à première vue, que le désir de voir subventionner les écoles libres est la cause essentielle du déclenchement de la « bataille scolaire ». En un sens, rien de plus faux, du moins rien de plus incomplet qu'un tel point de vue : l'Eglise, elle ne s'en cache guère, est riche. Les propriétés cléricales réparties à travers le monde entier, sont fort nombreuses et d'un excellent rapport. Les richesses cléricales se chiffrent, la preuve n'est plus à faire, par milliards... Nous dirons donc que si l'Eglise visait à obtenir des crédits, ce n'était pas seu-

lement pour maintenir les écoles dites libres, mais pour une autre cause qu'il faudrait analyser. Laquelle ?
DONNET.
(Suite page 2, col. 5.)

L'OPERATION "BIFTECK"

A la recherche du Bouc-émissaire

CONVIENT-IL de verser une larme sur le sort des bouchers détaillants réduits « à la misère » par le récent et provisoire « contrôle » étatique ? Assurément non. Pas plus que nous n'avons porté le deuil de Maurice Petsche, ministre récemment décédé, nous ne nous alarmons des plaintes amères des commerçants « frappés » par l'opération. Cependant, la quantité d'années débitées par les journaux sur cette question nous contraint d'offrir à nos lecteurs les éléments nécessaires pour se faire une opinion valable sur cette mesure préfectorale, ce qui nous permettra, en passant, de préciser notre position.

ANTAGONISMES

Qui est directement mêlé à l'opération en cours ? D'une part, les distributeurs de viande (bouchers détaillants), d'autre part l'Etat (préfecture de Police, contrôle des prix), enfin, les

consommateurs (c'est-à-dire nous tous).
Constatons dès l'abord que NI les pro-

ber de Charybde en « Ciguë ». — Adieu, cher M. Clot. — LES ARTS « PLASTIC »
Toute la presse a souligné l'impudence (?) de la police devant les « dynamiters » des banques Worms et du Nord. Les bourriques n'ont pas de « mouches » dans la fine équipe qui cultive les arts plastiques.

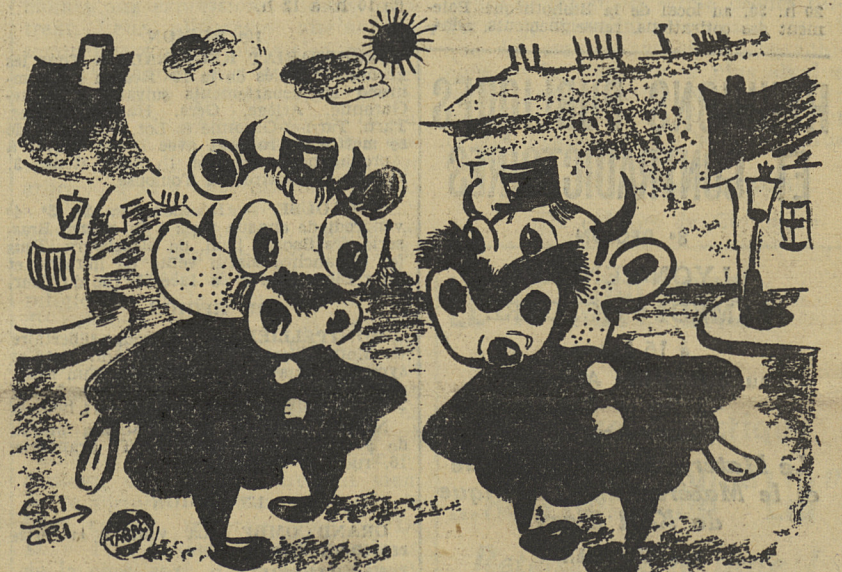
Exceptionnellement, nous allons combler cette lacune : Un tuyau, chers flics : cherchez donc dans les milieux qui ont l'habitude de faire « sauter la banque ».

R. CAVAN.

En conclusion, vous dites « qu'à quatorze ans j'enchaînais les chiens et qu'à douze, je violais les petites filles ». Ces accusations ne sont ni graves ni déshonorantes, et si vous n'affirmez que cela, je n'aurais certes pas demandé de rectification. Mais il est décevant que vous imprimiez que j'ai fait mon service dans les Renseignements généraux. Vous tombez mal. Il se trouve que j'ai fondé le mouvement de résistance LIBERATION, sous l'occupation, avec MM. Hervé, Copeau, d'Azier, etc., que j'ai été arrêté par la Milice de Pétain, interrogé notamment par un commissaire des Renseignements généraux et condamné à mort.

Je comprends bien qu'en écrivant vos aimables appréciations, vous avez — vous aussi — voulu faire de l'esprit ; mais, excusez-moi, c'est de l'esprit un peu gros. Croyez-moi, monsieur le Rédacteur en chef, l'humour ne réussit pas à tout le monde. Etc., etc.

Jean DUTOUD.



L'opération bifteck ? meuh ! La vérité, brigadier, c'est que nous manquons de cheptel...

ducteurs (éleveurs, herbagers, emboucheurs), NI les intermédiaires (ramasseurs, commissionnaires, maigügnons, chevillards) ne sont mis en cause, fait qui traduirait la pire inconscience si l'on ne comprenait la volonté gouvernementale de ne rien résoudre tout en feignant de tout prévoir. Constatant à regret la cherté de la viande par rap-

port aux autres denrées alimentaires, les autorités ont invoqué les bénéfices exagérés des seuls bouchers détaillants comme cause essentielle des prix élevés de cet aliment. Il s'agissait, certains l'ont deviné, de faire dévier la colère populaire qui risquait de s'en prendre au régime d'impunité que nous subissons. Manœuvre politique donc, pour dissimuler l'incapacité de gestion économique saine dont font montre nos

gouvernants. Preuve nouvelle des difficultés suscitées par une organisation sociale inapte à résoudre les problèmes vitaux.

Les bouchers, de leur côté, ont senti l'opération comme une nouvelle

Louis BLANCHARD.
(Suite page 4, Col. 1)

LECTEURS ATTENTION !

LE LIBERTAIRE, dès cette semaine, reprend sa parution hebdomadaire régulière.

Le prochain numéro paraîtra donc le

VENDREDI 5 OCTOBRE

Claude LERINS.
(Suite page 2, 1^{re} col.)



CULTURE ET RÉVOLUTION



Un militant exemplaire :

VSÉVOLOD MIKHAILOVITCH VOLINE

Il y a déjà six ans que Voline mourait, jeune encore, il n'avait que 63 ans. La tuberculose foudroyante qui l'emportait était le résultat de privations subies non seulement pendant la dernière guerre, mais encore pendant les quarante ans de militantisme qui le mena de prison en exil et d'exil en prison.

Plusieurs fois sa vie mouvementée a été retracée dans nos journaux et revues et il faut espérer qu'un jour l'un de nous aura les éléments nécessaires pour écrire le volume que mérite l'homme et le révolutionnaire qu'il fut.

Dans ces quelques lignes, je m'attacherai donc, non pas à un résumé biographique, mais à quelques détails, quelques particularités, quelques anecdotes. La personnalité d'un être humain, sa conviction, sa sincérité se livrent dans ces petits riens que sont gestes éclairés et attitudes spontanées.

La première qualité qui me frappa en Voline fut son courage tranquille. Il faisait toute chose dangereuse pour sa liberté ou pour sa vie d'une manière simple et naturelle. Lorsque je fis sa connaissance durant l'hiver 40-41, ce fut pour lui proposer de travailler avec notre groupe clandestin de Marseille; dès que j'eus terminé de lui expliquer ce que nous faisions et ce que nous voulions faire, c'est sans hésitation qu'il me répondit « tu peux compter sur moi ». Depuis ce jour jamais il ne manqua une de nos réunions et en était un des membres les plus dynamiques. Je me souviendrai toujours du soir d'hiver de 1943 où tous deux venions de mettre au point une affiche, au moment où je le raccompagnais, avant d'ouvrir la porte il se retourna pour me dire : « Tu sais, à présent que ma santé est meilleure, si tu as besoin de quelqu'un pour une équipe d'afficheurs, pense à moi ». C'était dit avec tant de sincérité et même d'aisance de naveté, que je fis semblant d'accéder à son désir, mais je dus par la suite trouver des biaux, pour ne pas l'embarquer dans une aventure où il risquait plus que nous. Non seulement il était physiquement handicapé par son âge (58 ans) et par une myopie assez forte, mais de plus il était Russe, demi-juif, pourvu d'un dossier volumineux à la préfecture de Marseille et nous étions en pleine occupation hitlérienne.

Depuis la déclaration de guerre

en 1939, il ne devait d'être en liberté qu'au fait que tout en étant Russe il avait été expulsé de Russie et que d'autre part ses enfants étaient mobilisés en France. Convoqué à la Préfecture il dut répondre pendant deux ou trois jours aux questions saugrenues d'un de ces « Messieurs » de la Sûreté Générale, assez bienveillant du reste, et qui tout au début de l'entretien lui tendit la perche par cette question : « Vous ETIEZ anarchiste ? » Et Voline de lui répondre d'un ton doucereux : « Oui, et je le suis toujours ». L'autre, dérangé dans ses projets de rapport, insiste : « Vous prétendez toujours être anarchiste ? » Tandis que Voline lui répondait : « Mais oui, vous ne pensez tout de même pas que je vais me désavouer en ce moment ? ». Voline riait en racontant cet épisode au souvenir du mal que s'était donné le filic en question pour que son rapport ne soit pas catastrophique pour notre ami.

Voline est mort prématurément d'avoir été trop honnête. C'est son honnêteté, tant morale que matérielle, vis-à-vis de tout et de tous, idéal, amis, camarades, employeurs, qui le fit rester des années consécutives en perpétuel état de sous-alimentation et qui fit de son mal quelque chose d'insupportable d'abord et de foudroyant ensuite.

Pendant le temps de l'occupation il reçut plusieurs fois des offres de personnes, amis ou camarades, qui voulaient l'aider et je me souviens particulièrement d'une lettre d'un israélite qui lui offrait de l'héberger dans l'Ardeche, défrayé de tout souci matériel et tout à sa disposition pour mettre au point son œuvre « La Révolution Inconnue ». Nous l'incitâmes à accepter, mais après plusieurs jours de réflexion il refusa. Il ne voulait vivre sur le dos de personne et de plus voulait

rester dans une grande ville pour le cas où des événements importants se produiraient à la fin de la guerre. A la libération, étant à Toulouse et sachant Marseille privé de tout, j'invitai Voline à me rejoindre. Je reçus bientôt sa réponse : à Marseille il se débrouillait, à Toulouse il risquait ne pas trouver de travail dans l'immédiat et ne voulait pas vivre à mes crochets. « Inutile d'insister sauf si le mouvement a besoin de moi », terminait le paragraphe traitant de cette question.

Lorsqu'il enseignait, sa patience n'était jamais en défaut. Il donnait des leçons de russe, d'allemand et de français; vingt fois, cinquante fois, je le vis faire répéter un mot que l'élève écorchait toujours, jamais il n'élevait la voix, toujours il terminait sa leçon par des paroles d'encouragement, même s'il avait devant lui une buse. Ses leçons de langue étaient de véritables récréations. Très souvent il connaissait l'origine d'un mot et donnait l'explication des différentes modifications qu'il avait subies au cours de l'histoire.

Scrupuleusement honnête, tranquillement courageux, patient, volontaire, pourvu de vastes connaissances et d'un passé chargé d'expériences révolutionnaires vécues, bon écrivain, bon orateur, excellent éducateur, voilà quelques aspects de l'homme qu'était Voline, cela suffit pour en faire un moment de notre histoire, une partie de la bonne conscience humaine.

Il nous manque parce que dans notre époque une telle valeur est malheureusement irremplaçable. Pourrons-nous dire un jour : « Un de perdu dix de retrouvés ? » Je veux l'espérer, ne serait-ce que pour lui et tous ceux qui ont été, sont et seront de sa trempe.

A. ARRU.

Colonialisme partout ! (2)

TERRE des HOMMES

Un peuple qui en opprime un autre, ne saurait être un peuple libre.

Karl MARX.

LES circonstances qui président au déchaînement de l'élan révolutionnaire dans un pays donné, varient selon la conjonction nationale et internationale, conjonction économique, psychologique, politique, en un mot, sociale.

Bakounine, après Michelet, nous rappelle précisément l'élan révolutionnaire qui transporta le peuple français, en 1792, dès lors qu'il s'est agi non seulement de chasser l'occupant prussien, mais aussi et surtout, d'éviter que soient rendus « Au roi, la royauté, les prêtres aux églises, les propriétés aux propriétaires ». La France, expliquait Bakounine, était, en 1792, électrisée par la Révolution, alors qu'en 1870, « elle était paralysée par la réaction, protégée et représentée par son gouvernement de soi-disant Défense nationale ». L'optique bakouniste étendue à des mouvements sociaux, d'inspiration émancipatrice, mais nationaux de méthode, devait se montrer réaliste partout où les organisations anarchistes s'intégraient au peuple pour le féconder. Comment appliquer les enseignements tirés de ces combats, à la lutte que nous livrons pour l'émancipation totale, libertaire, des peuples colonisés ?

La terre, base de la communauté d'habitation et de lutte pour la vie a, sans conteste, une signification sociale. Peut-on alors, à juste titre, nier la valeur positive de l'attachement populaire à la terre, attachement qui lie les hommes à une réalité essentielle, plus sociale que physique ? Est-il possible, en conséquence, de se désolidariser du combat acharné que livrent les peuples colonisés pour reconquérir la terre où ils vivent et travaillent, soumise dans le présent au pillage des colonisateurs impérialistes ? Ne doit-on pas, au contraire, tout tenter pour restituer aux travailleurs le territoire qu'ils contribuent à faire prospérer par leur labeur, territoire dont la libre jouissance leur est interdite par la force des armées d'occupation à la

soldes des potentats métropolitains et locaux ? Pourrons-nous, enfin, mésestimer la valeur de cette lutte qui vise à expropriation aussi bien l'Etat-colon que les Baobabs indigènes ?

Il nous importe de créer, dans les pays actuellement colonisés, les bases du communisme libertaire. Comment y contribuer mieux qu'en nous révélant solidaires du combat anticolonialiste populaire ? Comment mieux prouver notre bonne foi et ouvrir l'esprit des peuples quant au réalisme de nos solutions qu'en œuvrant en leur sein ?

Notre but, en définitive, est de susciter le déchaînement d'un élan révolutionnaire à établir une société libertaire. Cela implique, indiscutablement, que soient chassées les autorités garantes de l'exploitation sociale, leurs complices et tous ceux qui brigueront leur succession. Or, actuellement, les peuples colonisés prouvent déjà leur volonté d'en finir avec l'occupation impérialiste, qu'elle soit militaire ou économique, ils nous tracent ainsi la voie à emprunter : Participer activement à l'évincement des exploiters métropolitains, stimuler l'expropriation des magnats indigènes, valets de l'administration, entraîner progressivement le peuple vers l'émancipation totale en lui ouvrant les yeux sur l'incapacité crasse des nouveaux maîtres indigènes.

gènes qu'il tend à se donner, telle sera notre ligne d'action. Comment s'insérer-t-elle dans le cadre des aspirations populaires présentes ?

Au total, nos buts immédiats concordent avec les buts immédiats de l'avant-garde des peuples colonisés en lutte. En fait, la phase présente du combat révolutionnaire exige une opposition irréductible au colonialisme assasin, quelle que soit la forme qu'il emploie pour se travestir. C'est parce que telle a été notre attitude que nous avons progressé et pu faire progresser nos camarades colonisés. D'où leur sympathie et leur soutien. Soutien critique comme celui que nous leur accordons.

Soutien critique, combat pour la libération sociale des territoires occupés, solidarité ouvrière internationale, telles ont été les conceptions qui nous ont guidés. Nous avons la preuve que nous avons été compris par ceux auxquels nous adressons. N'est-ce pas l'essentiel ?

C. L.
N. B. — Bibliographie : Cf. Michelet, (tome III, « Histoire de la Révolution »). La position anarchiste et les problèmes nationaux, voir : Michel Bakounine (« La Révolution Sociale ou la Dictature militaire », pp. 84 à 88); Voline (« Révolution inconnue », pp. 520-521); Camille Berneri (« Guerre de classes », pp. 9 et 10).

LES LIVRES Secret et Violence

L'HISTOIRE et la vie en tranches pa-
cifiques se vendent bien par le temps
qui court.

Ce livre (1), dont l'auteur, Georges
Glaser, n'est pas tout à fait inconnu par-
mi nous, est le Nième de la collection
des auto-biographies de ceux, et ils sont
nombreux, qui ne furent pas des grands
hommes, mais le regretten bien.

« Un des livres importants de ce temps »
assurait Albert Béguin en en présentant
des extraits dans un numéro des Temps
Modernes de 1949, consacré à l'Allema-
gne. — Mais Glaser avait-il besoin de
Béguin pour préfacier son livre ? Evidem-
ment, le lecteur se doute que la qualité
du livre ne doit jamais rien au préfacier,
mais la référence (fautive) est là, elle in-
spire confiance. — Et, en effet, après
la lecture de ces extraits, l'impatience de
lire ce livre était ressentie.

Nous pensions que nous allions tenir
enfin, raconté par un militant, le grand
moineau d'histoire de l'Allemagne de
Weimar, de la lutte des révolutionnaires
allemands, de ce parti communiste issu
du Spartakusbund, dont le soulèvement et
le prise de pouvoir devaient assurer la
révolution européenne, et qui fut trahie, à
la dernière minute par ceux-là mêmes qui
représentaient l'espoir du prolétariat mon-
dial. La déception est brutale.

Le grand sujet du livre de Glaser est
de nous dire qu'il existe, qu'il a vécu
toute sa vie de sales moments : Valtin
Hausein-Glaser échappe à la tyrannie
de son père en se jetant à l'aventure sur
les routes d'Allemagne. Il traîne d'asile
en maison de correction jusqu'à dix-sept

ans, moment où il adhère aux Jeunesses
Communistes. Chômeur, il participe aux
marches de la faim, se fait emprisonner.
Hitler au pouvoir, Hausein-Glaser tue un
nazi et se réfugie en France, en Norman-
die, où il travaille aux ateliers du chemin
de fer tout en découvrant l'Amour et la
liberté de ce pays qui se reflètent jusque
sur le visage des paysans.

Cette quêtude sera de courte durée, la
guerre éclate. Mobilisé, Glaser-Hausein
doit se battre contre ses compatriotes et
subir leur victoire. Prisonnier, il est em-
mené en captivité dans son propre pays,
dans sa ville natale où il se fait passer
pour Français originaire d'un département
de l'Est.

Aventure, certes, exceptionnelle, mais
nous attendions de la part d'un homme
ayant participé à une tragédie de l'his-
toire, autre chose. Dans le monde entier,
des hommes ramassent le flambeau tom-
bé, poursuivent la lutte et attendent de
leurs aînés l'expérience politique vécue et
non l'histoire d'un trimardeur. D'autres
connaissent aussi le cauchemar, la peur, la
violence de la société, d'une société qu'ils
aidèrent même à construire, mais surent
conserver le réalisme révolutionnaire : ils
surent ainsi ne pas s'échapper de la voie
du vrai communisme pour s'égarer sur
celle d'un individualisme artisanal.

Il vaut quand même de lire ce livre où
quelques belles pages nous arrêtent par
leur dramatique poésie.

René LUSTRE.

(1) « Secret et Violence », en vente à
notre service de librairie, 145, quai de
Valmy, Paris. 690 francs; franco, 735 fr.

PROBLÈMES ESSENTIELS

ORGANISATION FÉDÉRALISTE DU TRAVAIL EN AGRICULTURE

I. - INFRASTRUCTURE

La commune de X..., située dans une région de polyculture, a une superficie de 420 hectares.

Sa population est de 255 habitants, dont 35 hommes, de 20 à 60 ans, et 20 femmes, de 20 à 60 ans.

Un homme peut faire valoir 12 hectares dans de bonnes conditions.

Sur les 420 hectares de terres labourables, 25 ont été plantés en vigne.

Il y a de quoi occuper 30 exploitants sur le reste des terres.

Le territoire de la commune est divisé en plantiers ou lieux-dits par les chemins et les ondulations du terrain.

Les chemins ont été remis en bon état ; leur tracé a été adapté à la nouvelle répartition des terres.

Les lieux-dits ont conservé leur appellation mais divisés en lots numérotés, d'une superficie adéquate au genre de culture et la répartition égalitaire entre les exploitants.

Chaque terroir a été aménagé en vue de la culture pour laquelle il est le plus favorable.

Les 25 hectares de vignes sont situés aux points les plus propres à cette culture.

Un emplacement a été réservé aux arbres fruitiers ou pommiers, pruniers, etc., recevant, avec facilité, les soins que ne peuvent avoir les arbres isolés.

Les bois ont été regarnis dans les parties claires, des friches ont été créées et les bouquetaux en avantement sur les terres de culture ont été détruits. Des arbres de rapport ont été plantés en bordure des chemins.

Les terriers, les haies de plein champ ont été supprimés.

Des brise-vent ont été plantés.

Pour améliorer les prés, on a pratiqué le drainage ou l'irrigation suivant les cas.

La campagne a pris l'aspect d'un véritable jardin où l'on est heureux travailler aux récoltes qui élaborent la vie et de se promener parmi les plantes qui égayent, embellissent et enrichissent la nature.

II. - SUPERSTRUCTURE

Le village a, lui aussi, transformé de fond en comble sa physionomie.

Un groupe d'étables et d'écuries modernes ainsi qu'une bergerie et une porcherie ont été édifiées.

De vastes fenils et des silos complètent ces bâtiments.

Une fumière avec transporteur aérien comporte une installation de récupération du gaz du fumier.

Un autre groupe d'édifices comprend des hangars disposés en étoile pour le logement des céréales et pailles après battage. Au centre, une batteuse fixe permet le battage avec le minimum d'efforts et évacue les grains triés dans les silos.

Une laiterie traite le lait produit dans la commune.

Un chat comprend tous les aménagements modernes.

Une remise pour le matériel et un vaste atelier forment un autre groupe de construction.

L'atelier est aménagé avec un outillage perfectionné. Il permet toutes réparations.

Dans un emplacement favorable on trouve un parcours avec plusieurs clos pour poules et canards, ainsi que des clapiers.

Les terrains les mieux exposés ont été transformés en jardins potagers avec système d'arrosage sous pression.

Chaque corps de bâtiment est entouré d'une aire cimentée, par souci de sécurité d'hygiène et par économie de peine et de récolte.

Pour construire ces bâtiments, on a été dans l'obligation de détruire de vieilles maisons d'habitation que l'on avait remplacées par de coquettes et confortables villas disposées suivant un plan d'urbanisme qui comporte un immeuble sain pour chaque foyer.

L'école a été restaurée. Une maison commune a été élevée, elle comprend la salle, salles de réunions, salle de spectacle, salles de jeux, de lecture et bibliothèque.

Une petite maison de retraite permet aux vieillards sans famille de terminer leurs jours dans le cadre familial.

En annexe, se trouvent une infirmerie pour premiers soins ou mise en observation et une garderie d'enfants.

Une piscine et un terrain de sports complètent ces diverses réalisations.

III. - FONCTIONNEMENT - LE POLYCLTEUR

Nous abordons le fonctionnement de l'organisation.

Les cultivateurs acceptent pour mission l'exploitation d'un lot d'une superficie de 12 hectares en polyculture ou de 2 hectares en vigne.

Cette mission consiste à assurer les travaux et soins de culture sur les données suivantes :

Chaque année, un plan de culture est établi :

Sur les bases d'un assemblée adopté en conseil municipal l'exploitant d'un lot en polyculture comprenant : blé, avoine, orge, plantes sarclées et fourrages annuels, dispose son travail selon sa fantaisie.

La principale chose pour lui est de pouvoir effectuer toutes les opérations culturales en temps voulu (ce qui n'arrive jamais dans la petite exploitation agricole en régime capitaliste).

Pour cela il est aidé dans la communauté libertaire, comme on va le voir.

Au début de l'année agricole, c'est-à-dire en septembre, un plan d'assolement a été dressé et un tableau indiquant la nature de la récolte dans chaque parcelle est affiché dans les divers services.

Si l'on suit l'exploitant dans ses activités on le voit procéder à l'ensemencement de ses parcelles. Pour cela il utilise soit des attelages soit un tracteur. Il prend au magasin la semence de son choix il trouve le matériel nécessaire au parc du matériel où il le retourne après chaque emploi en signalant, à l'occasion, les avaries au mécanicien responsable.

Chaque année une sole de chaque domaine est fumée au fumier de ferme. Le fumier est conduit au champ par une équipe du personnel de l'entretien du matériel, il est chargé dans les épancheurs par l'équipe des gardes de l'écurie : vachers et porchers, sous le contrôle de chaque exploitant.

L'épandage des engrais chimiques s'opère de la même façon.

Pour les sarclages et binages, les exploitants sont aidés par des équipes formées des spécialistes de la ferme. Il suffit de mentionner sur le tableau les travaux en retard ou urgents.

La fenaison s'accomplit sous le signe de l'entraide. Chaque exploitant fauche selon son temps disponible, soigne le fourrage et les équipes l'aident à l'étréanger. Chaque récolte est pesée et apécée.

Si le temps compromet la bonne rentrée du fourrage, celui-ci est ensilé.

L'assolement comprend 1/2 hectare de fourrages verts pour chaque domaine. La moisson s'effectue sur le même rythme.

La récolte de chaque domaine est mise à part afin d'être contrôlée en quantité et qualité. Des mentions sont décernées au producteur.

Enfin, on procède de même pour le vin.

Les traitements de la vigne s'opèrent en commun ; le même jour, les équipes exécutent le sulfatage ou le soufrage de tout le vignoble sous le contrôle des vigneron.

JEAN BERNARDEAU.

(A suivre.)

SERVICE DE LIBRAIRIE

(Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris sans la recommandation.)

PEDAGOGIE

Louisa DUS : La Méthode des Fables en psychanalyse enfantine, 390 fr. (420 fr.). — Hans ZULLIGER : Les Enfants difficiles, 390 fr. (420 fr.). — S.A.T. : Grammaire expérimentale, 120 fr. (150 fr.). — Dr LAURENCE-J. BENDIT : La connaissance paranormale, 225 frs (280). — Georges MAUCO : De l'inconscient à l'âme enfantine, 300 frs (350). — S. GLODEAU : Une humanité, une langue, 30 fr. (40 fr.). — G. GIROUD : Cempuis, 300 frs (350 fr.). — A. JOUENNE : Une expérience d'éducation nouvelle, 75 fr. (105 fr.). — M. MARTINET : Culture prolétarienne, 200 fr. (230 fr.). — C. FREINET : Technique de l'imprimerie à l'école, 25 fr. (35 fr.). — Page des parents, 25 fr. (35 fr.). La coopération à l'école moderne, 25 fr. (35 fr.). Pour le sauvetage des enfants de France, 25 fr. (35 fr.). La technique Freinet, 25 fr. (40 fr.). Caravanes d'enfants, 25 fr. (35 fr.). L'éducation du travail, 300 fr. (330 fr.). Conseils aux parents, 100 fr. (130 fr.). L'école moderne française, 130 fr. (160 fr.). — Elise FREINET : L'école nouvelle, 25 fr. (35 fr.). — L'éducation Decroix, 25 fr. (35 fr.). — Baku, 25 fr. (35 fr.).

SYNDICALISME

JEAN-JACQUES : Vie et mort des corporations, 125 fr. (155 fr.). — J. REN-

NES : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.). — XXX : Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.). — P. BESNARD : L'éthique du syndicalisme, 75 fr. (105 francs). — P. PELLOUTIER : Histoire des bourses du travail, 270 fr. (300 fr.). — E. ROTOT : Le syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.). — P. A. : Les anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.). — V. GRIFFUELLES : Le syndicalisme révolutionnaire, 15 francs (25 francs). — G. VETOT : L'ABC du syndicalisme, 15 fr. (25 fr.). — G. CHARENOL : Panorama du Cinéma, 250 fr. (280 fr.). — EPSTEIN : L'Intelligence du Cinéma, 150 fr. (180 fr.).

CINEMA

De P. THEVENARD ET G. VASSEL : Le Cinéma scientifique, 600fr. (645 fr.). L'existisme et le cinéma, 350 francs (395 fr.). — G. CHARENOL : Panorama du Cinéma, 250 fr. (280 fr.). — EPSTEIN : L'Intelligence du Cinéma, 150 fr. (180 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales et si les colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à R. LUSTRE, 145, quai de Valmy, Paris (X^e), C.C.P. 8022-34. — Paris.

L'ÉCRAN ET LA VIE

Navet d'Italie

Onze Fioretti de Saint-François

Le cinéma d'essai, malgré les embûches qu'il a rencontrées sur son chemin, a présenté un nombre important de films intéressants, et ceci constitue un effort plus que louable pour une libération du cinéma de ses chaînes commerciales. Pourquoi lui fallait-il fêter son premier anniversaire avec cette ineptie qu'est le dernier film de Rossellini ?

Dans des paysages plats, quelques moines aux expressions d'idiots follement. Leur allégresse atteint son sommet lorsque la pluie s'en mêlant, leur chef tombe par terre et oblige les apôtres « par la sainte obéissance » à lui marcher dessus, ce qui lui procure une jouissance non dissimulée. Ils disent bonjour au « frère arabe », à la « sœur maison » et aux « frères oiseaux », après quoi ils font bouillir des dizaines de poulets et offrent aux pauvres des bâtons de bois. Ils bavardent sur rien avec des religieuses et le commentaire nous dit que leur dialogue fut si beau que le ciel lui-même s'en émut. L'un d'entre eux, ayant formé le désir de manger un pied de porc, un « frère porc » est attiré traitreusement et en remerciement Dieu, on procède à l'ablation du pied. Le porc hurle de douleur, mais le demeure qui vient de le torturer, s'extasie : « oh ! le frère cochon, remercie Dieu ». (De là à l'Inquisition et autres crimes de la chrétienté, il n'y a qu'un pas).

Un tyran renonce au siège de la ville, après être désarmé par le masochisme d'un moine. Enfin tout ce groupe de *minus haben* se disperse pour aller semer la bonne parole après que chacun se soit livré à un petit jeu très amusant : ils tournent autour de leur propre axe jusqu'à ce qu'ils en tombent par terre étourdis.

Cela a l'air simplement ridicule, malheureusement c'est fort sérieux et

Rossellini, en filmant ces images qui résument la haute intelligence et la finesse d'esprit de la religion chrétienne, n'avait pas comme but la caricature. Après avoir lancé sur le marché la denrée néo-réaliste. Il risque d'entraîner des jeunes dans le plus pur Saint-Sulpice.

Metteur en scène de talent dans certaines séquences de « Rome ville ouverte » (grâce surtout à la Magnani) et dans quelques sketches de « Païsa » (grâce à des sujets d'une beauté fulgurante), Rossellini ne nous a donné que des œuvres anti-cinématographiques ou la platitude la plus absolue règne formellement pour encadrer les cris hystériques d'une bigotte et la glorification de la bêtise la plus inepte.

Jean CHARLIN.

De « L'Age du Cinéma. »

LE 16 NOVEMBRE...

en Soirée
Surprise artistique
...AU PROFIT DU "LIB"
Retenez cette date !

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10^e) C.C.P. 8022-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 1.000 FR. — 6 MOIS : 500 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

APPEL

A TOUS LES TRAVAILLEURS syndiqués ou non de toutes professions ou industries

NOTRE camarade N. Juliot nous communique la résolution ci-dessous. Ce texte adopté par les travailleurs, sans distinction d'affiliation syndicale, montre que le temps des luttes de chapelle est révolu. C'est sans doute pour quoi la « Vie Ouvrière » de Monmousseau-Brebot a refusé l'insertion, se contentant d'en reproduire quelques lignes en déformant le sens.

Chez Cuttat, un manoeuvre gagne 143 fr. de l'heure (salaire de base) depuis le 1^{er} juin, un P.S. au maximum 216 fr. Les travailleurs de cette entreprise luttent actuellement pour obtenir plus et surtout pour ABOLIR TOUT SYSTÈME DE TRAVAIL AU BONI.

Une motion de chez Cuttat (Neuilly)

Le texte suivant a été rédigé par des jeunes de trente ans et moins de trente ans sans distinction d'appartenance syndicale, fatigués des méfaits de la bonzo-cratie — même syndicale — et désireux que l'action constructive se substitue à la lutte de classes.

Les 250 ouvriers C.G.T., Autonomes, C.F.T.C., F.O., Inorganisés de l'usine Nouvelle Cuttat de Neuilly-sur-Seine, réunis en assemblée fraternelle le 4 sep-

LE COMBAT DOCKER

NANTES. — Les dockers de Nantes ont tenu une Assemblée générale en présence de leurs secrétaires fédéraux, le mardi 11 septembre afin d'examiner leur position face à la « barzo américain » Lawrence Victory.

Après avoir posé leurs responsabilités, estimant l'importance du soutien que les travailleurs navals de toute opinion étaient susceptibles de fournir, les Dockers ont pris une décision unanime en faveur du boycott : les armes ne seront pas déchargées à Nantes.

BORDEAUX. — Pas un docker professionnel n'a déchargé le nouveau navire d'armes américaines qui a accosté mercredi au Miroir (Gironde). 50 C.R.S. et 20 soldats de la Military Police et un grand nombre de militaires français dressaient un barrage infranchissable autour du navire. On a dû faire appel au personnel des maisons Colin-Barbet et de la Sobem, personnel qui ne compte aucun docker.

L'OPÉRATION BIFTECK

(Suite de la 1^{re} page)

manifestation du dirigisme, une nouvelle immixtion dans leurs affaires. D'où la protestation — nullement véhémente, quoi qu'on en dise — des détaillants bouchers. Ils ont plaidé la pauvreté, la surimposition, le manque de liberté accordé au commerce, l'absurdité des principes qui régissent l'exportation et l'importation, comme si ces « excuses » derrière lesquelles ils s'embaussent pouvaient se suffire à elles-mêmes ! Si le peuple connaît mal les gains des bouchers, il connaît suffisamment la population écroulée des simarines, commerçantes et politiciennes. Mais, s'est-on assez préoccupé des dessous de l'opération ? S'est-on demandé comment le problème pourrait trouver une solution valable ? Voici, en ce qui nous concerne, les fruits de l'enquête que nous avons menée auprès de nos camarades de la profession :

LES VRAIS PROBLÈMES

Pour l'opinion publique en général, pour le consommateur en particulier, le responsable de la cherté de la viande c'est le boucher. Couramment, on classe le boucher parmi les commerçants les plus voleurs, parmi les mieux rétribués. Dans la hiérarchie des commerces les plus lucratifs, la plupart des esprits le classent en bonne première place. Pour les consommateurs il est donc évident que si l'on supprimait ce volumineux bénéfice, la viande serait à la portée de toutes les bourses, sinon en abondance sur toutes les tables.

Les gouvernements de toutes les périodes pré-électorales ou d'effervescence sociale ont mis à profit cette opinion basée sur la cherté effective d'une denrée de première nécessité. Incapables, comme toujours, de pénétrer réellement la complexité d'une profession et d'y palier, ils ont lutté avec les loups, sachant que le fait de mettre momentanément à l'index ces « galeux », assourdirait un ressentiment populaire, leur attirerait les bonnes grâces du peuple et permettrait de temporiser.

Un mouvement révolutionnaire véritable comme la Fédération Anarchiste, qui se propose, avec tous les travailleurs, de prendre en main et de gérer la production et la distribution d'une manière rationnelle et équitable se doit de dénoncer, devant un tel problème

A Château-Thierry LICENCIEMENTS

Le mur du silence qui entoure le barne Bollard à Château-Thierry menaçait de s'écrouler sous les coups de bottes frappés par nos camarades la direction a pris de honteuses mesures visant à décaper la résistance ouvrière à Château-Thierry contre l'esclavage patronal chez Bollard et notamment chez Bélin.

De nombreux licenciements non motivés ont été effectués. Parmi ceux qui sont transférés en chômage par cette décision d'auto-défense patronale figure Joseph Dubon, diffuseur enthousiaste de notre « Lib » à Château-Thierry.

Que les patrons ne se réjouissent pas trop. La graine libertaire semée dans les entreprises locales est prête à germer, malgré la saison !

A bon entendement...

tembre 1951, à l'appel des sections syndicales sus-nommées, après avoir posé à l'unanimité leurs revendications propres à savoir : augmentation de salaire affectée à la hausse actuelle du coût de la vie. Rajustement de la prime de transport, etc.

— Conscients que les luttes partielles de cette nature sont liées intimement à la bataille générale pour l'amélioration de la condition sociale des travailleurs, nous adressons aux différentes Fédérations et Confédérations syndicales, ainsi qu'aux différents organes de presse syndicale et d'information la résolution suivante :

— Ayant réalisé effectivement dans notre entreprise l'unanimité revendicative autour du grave problème social de l'heure, demandons à nos centrales respectives de coordonner leurs efforts de l'esprit qui anime les militants syndicalistes de base, les producteurs exploités de tous horizons afin d'intervenir ensemble (sans exclusion) auprès des gouvernements actuels gérants des intérêts et besoins de la nation.

— Constatons en ce mois de septembre 1951, malgré les promesses officielles de toutes sortes que la classe ouvrière dans son ensemble est victime d'une politique de régression sociale allant s'aggravant, ceci, malgré les indices de production favorables (140 %) sur 1938,

— ayant payé le lourd tribut de la guerre avec la vie des uns, la liberté des autres, les foyers détruits avec cet immense sacrifice il souffrance morale et physique nous entendons travailler, produire et vivre comme des hommes dignes de ce nom : POUR LA PAIX — DANS LA PAIX.

Notre pensée va vers les vieux travailleurs — premières et terribles victimes de cette politique de régression — qui méritent d'une amnésie officielle.

— NOUS ALERTONS l'ensemble des travailleurs producteurs, salariés, spolies, afin que l'action se développe et se généralise comme en 1936.

Déjà de nombreux comités d'action ou inter-syndicaux se constituent chaque jour dans le sens du nôtre. Elargissons-les.

La reconquête de la justice sociale, de notre semaine de 40 heures sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, unis dans un vaste mouvement interprofessionnel (arrêt du travail sous toutes ses formes).

économique et social, le bluff des proclamations gouvernementales.

Démontons le processus.

En 1951, les méthodes d'élevage du bétail ainsi que les méthodes de travail de la viande et de distribution de celle-ci sont restées artisanales, à peu près identiques à ce qu'elles étaient voici un siècle ! Alors que dans le même temps le prix de revient des produits industriels et manufacturés diminuait considérablement, celui de la viande stagnait. Sait-on assez que pour amener un boeuf à l'âge adulte (3 ans) il faut le nourrir pendant au moins 1.400 jours, ce qui nécessite une dépense quotidienne de 50 kg. de fourrage ? Comptez donc toujours qu'en estimation capitaliste le prix de revient d'un boeuf de trois ans (800 kg. sur pied) doit être compensé par la vente de seulement 400 kg. de viande (inclus os, suif et déchets), que ce prix de revient se chiffre à plus de 400.000 fr. brut sans compter les frais de transport et les salaires multiples sinon élevés des ouvriers qui participent à l'acheminement de la viande vers le filet de la ménagère ? Au total, il est difficile de ne pas réaliser que, même si l'on écartait entièrement tous les intermédiaires, le prix d'un kilo de bifteck serait élevé. Payer le kilo 760 fr. au lieu de 800 fr. ne résoud rien. C'est pourquoi les manigances des illusionnistes gouvernementaux ne doivent leururr personne. Les vrais problèmes sont précis :

— Pourquoi la viande cesse de gréver aussi lourdement les budgets ouvriers si l'on n'y a qu'une solution, celle que l'on refuse aujourd'hui d'appliquer à la boucherie, mais qui a fait ses preuves dans le domaine industriel : il s'agit de pousser la rationalisation dans le domaine de la production et de la distribution, mettant à profit science, organisation et techniques modernes. Vouloir supprimer les bénéfices des petits bourgeois capitalistes qui tiennent en main les moyens de production et de distribution n'est qu'un non-sens dans le régime actuel. Que dire alors de l'abrogation des taxes étatiques ?

Résumons-nous : si nous avons la détermination de lutter pour un mieux-être, il importe d'analyser la situation d'une manière réaliste puis de mettre toutes nos forces en œuvre pour une action radicale, révolutionnaire. La baisse de la viande ? Le gouvernement sera toujours incapable de l'assurer. Ou bien nous ferons notre baisse nous-mêmes.

Le Congrès des Trade-Unions

Approuve le gouvernement Attlee sur tous les points de sa politique étrangère

Le Congrès des Trade Unions vient d'adopter le Blackpool Allocation inaugurale, prononcée par Alfred Roberts, président des T.U.C., à été très orthodoxe. Une grande partie était dirigée contre les partisans d'Anthony Bevan. Roberts défend la politique de réarmement du gouvernement telle qu'elle a été fixée. Il estime que la discussion avec la Russie n'est possible que si la Grande-Bretagne est armée et bien armée. En outre, il insiste sur le devoir qui incombe à la classe ouvrière dans les tâches de production. Il s'élève en particulier contre les grèves dites non officielles, c'est-à-dire celles qui sont déclenchées malgré l'avis des syndicats.

Le congrès a repoussé à une très forte majorité une résolution exprimant son inquiétude devant la course aux armements. Une autre résolution préconisant « une politique de coopération économique mondiale » a été rejetée par 5.213.000 mandats contre 1.795.000. A une majorité de 1.874.000 mandats, le congrès a également repoussé une résolution présentée par le syndicat des pompiers demandant au gouvernement de renoncer à sa politique de soutien du réarmement allemand et japonais.

« Les journaux ».

LE HÉRAUT

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

LE PATRONAT ET L'ÉTAT craignent l'unité ouvrière

LES ARMES DE L'ÉTAT ET DU PATRON

Les adversaires avoués du peuple, patrons de combat, réactionnaires, parlementaires savent user de diplomatie. Désireux de ne pas heurter de front les masses laborieuses, ces individus s'emploient à introduire le poison de la division chaque fois que c'est possible. Une méthode favorite du patronat est de consentir des avantages réels mais minimes à une fraction de la classe ouvrière pour que celle-ci, moins méritable, ne fasse plus corps avec le peuple et sabote ainsi l'unité. Exemple : pour « lancer » une section du syndicat « indépendant », c'est-à-dire fasciste, dans une entreprise, le patron attendra que le mécontentement général se manifeste, puis accordera une partie des revendications demandées mais cela, par le seul intermédiaire du « syndicat maison » qui acquiesce de la sorte à un vermis de combativité. Autre illustration, pour les méthodes étatiques, cette fois : une manoeuvre-type est celle employée par la fédération minière « Force Ouvrière », voici quelques mois, pour dorer son blason. La Fédération des Mineurs organise un référendum sur la grève en pays minier, les mineurs, en majorité, sont en faveur de la grève immédiate, les mineurs C.G.T. et C.F.T.C. se déclarent solidaires du mouvement. Les bonzes F.O. fixent la date du débrayage. Ce n'est que quelques heures avant que la grève soit effective

C'est plus se montrer très hardi, aujourd'hui, que de prévoir le déclenchement prochain d'un vaste mouvement revendicatif. L'examen du problème prix-salaires, publié en première page, est d'ailleurs fondé sur l'importance que nous accordons à l'effervescence sociale qui, incontestablement, est en voie de généralisation. Si, cependant, nous nous penchons un peu plus longuement et une nouvelle fois sur cette question de l'unité d'action, c'est qu'elle représente la clef de voûte de tout l'effort ouvrier qui doit être consenti actuellement pour faire front à la situation misérable faite aux travailleurs. Nous nous garderons bien, malgré tout, de verser dans des généralités oiseuses et, en fait, pour y voir clair, il faut limiter le débat au présent et au proche avenir, ne faire état que des réalités essentielles de la situation actuelle : « L'unité d'action ouvrière est-elle en voie de réalisation ? Les prochains mouvements revendicatifs seront-ils plus rentables grâce à une offensive collective ? ». Telles sont les préoccupations premières qui nous animent

que F.O., après accord avec le gouvernement et pour acquiescer du prestige à bon compte, suspend l'ordre de grève. La grève n'eut pas lieu, l'unité était brisée pour longtemps, le gouvernement était arrivé à ses fins... Il accorda une amnésie aux mineurs, redevenus passifs et dont la colère s'était vite muée en dégoût.

Dans les cas cités, ce sont des organisations ouvrières qui se sont faites les instruments du patronat et de l'Etat, opération facilitée par la mesquine concurrence de boutique dans laquelle se complaisaient les états-majors syndicaux. On conçoit qu'il faut des circonstances particulières pour que ces rivalités au sein de la classe ouvrière trouvent un terme. Lesquelles ?

Il semble que la peur du patronat et de l'Etat ne soit pas suffisante pour souder les organisations syndicales en une seule force d'action. Il apparaît au contraire que, au seul indice d'une montée effective de colère ouvrière qui risque de balayer tous les menteurs quels qu'ils soient, ces messieurs les bonzes se plient à l'inévitable. En fait, lorsque les travailleurs ont voulu l'Unité Ouvrière, ils ont toujours su forcer leurs « chefs » à se montrer conciliants dans les relations de centrale à centrale. Cette constatation éclaire la situation présente.

RÉALITÉS PRÉSENTES

Si Benoit Frachon s'est lancé à corps perdu, plus que jamais, dans les concessions de surface à tous les syndicats, si la C.G.T. a lancé cette semaine, appel sur appel à toutes les centrales, c'est que, bon gré mal gré, il a bien fallu se faire l'interprète de la volonté unanime de la base cégétiste. Que cette volonté de la base soit le fruit des déclarations démagogiques permanentes des bonzes de la C.G.T. importe peu.

LE COMBAT OUVRIER

L'effervescence créée autour des revendications (pour tant bien modestes) des 23.600 miniers, semble s'accroître. De nombreux succès sont déjà enregistrés dans certains boîtes, tandis que dans d'autres les travailleurs s'unissent pour formuler leurs revendications. Sans pour autant que les ouvriers du bâtiment de Charente obtiennent 12 francs.

— Dans l'Indre-et-Loire, 3.000 ouvriers de diverses entreprises de bâtiment font grève pour leurs revendications.

— 11 francs d'augmentation horaire aux gars de l'entreprise Dessus et fils sur un chantier à Beaugency (Loiret).

CHEZ LES METALLOS

Chez Renault, où les ouvriers revendiquent 135 francs minimum horaire, Lefebvre réplique par un os à ronger de 8 %. A suivre.

— Chez Bessonneau (Angers) les 1.200 métallos débrailent pour les 23.600 et l'échelle mobile.

— Des mouvements semblables ont lieu chez De Dietrich (Puteaux), chez Panhard (Orléans), aux Aciéries de Longwy à Sedan, chez S.K.F. (Bois-Colombes).

— Chez Minerva (Neuilly) les ouvriers obtiennent 15 % de rajustement portant le salaire du manoeuvre à 167 francs.

— A la M.A.P. de Saint-Denis et d'Argenteuil les travailleurs obtiennent 30 % d'augmentation tandis que les Schumachers de la S.N.C.A.S.E. de La Courneuve obtiennent 10 francs horaires.

— Dans le Cher les métallos, en lutte depuis quelques semaines, viennent d'obtenir 15 %.

— Chez Guennec, à Lorient, les gars font grève pour 30 fr. d'augmentation.

Après débrayages, les travailleurs de chez Neyret-Beylier, à Grenoble, obtiennent 23 %.

— 20 francs d'augmentation horaire couronnent les quatorze jours de grève des métallos de chez Le Quennec, à Rennes.

Après quinze jours de grève les travailleurs de la C.I.M.T. de Saint-Pierre-des-Corps obtiennent 28 francs d'augmentation.

Chez LAMARCO, 20 francs d'augmentation sont arrachés en attendant le rajustement général.

DANS LE TEXTILE

L'actualité dans l'industrie textile a été marquée principalement ces derniers temps par la lutte des ouvriers des usines du textile Saint-Frères. En effet c'est 4.000 travailleurs qui ont tenu la grève durant quatre jours, face à un patronat de combat. Ils ont obtenu, grâce à leur détermination et à leur unité, une augmentation de 15,4 % pour tous et des réductions d'abattements de zones.

...ET SUR LES CHANTIER...

Après 48 heures de grève, les gars du bâtiment de LEZIGNAN

A CARCASSE, la grève du bâtiment déclenchée le 25 août se poursuit dans quatre entreprises.

Les syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O. des chapeliers d'ESPÈRE ont réalisé un accord d'unité d'action sur les points suivants :

a) Demande d'une augmentation générale des salaires et traitements des ouvriers et personnel de la chapellerie ;

b) Rajustement du traitement des employés et agents de maîtrise dont le salaire n'atteint pas le minimum garanti dans nos accords (précédents) ;

c) Etude d'un projet commun de conventions collectives dans lequel sera inclus notamment l'échelle mobile sur les salaires.

Enfin, les travailleurs du bâtiment, organisés dans la C.G.T. et la Force Ouvrière, signent un accord départemental de paix lequel ils obtiennent à dater du 10 septembre 1951 :

— La suppression d'une des trois zones de salaires qui divisaient le département.

— 17 % d'augmentation des salaires horaires des manoeuvres ordinaires ; de 14 à 15 % pour les autres catégories classifiées.

— Indemnité de panier de 149 francs (remplaçant les 129 et 125 francs qui étaient perçus suivant la zone de salaires).

— Une indemnité de bicyclette : tarif kilométrique de la S.N.C.F., 3^e classe.

— La continuation des pourparlers pour la discussion d'une convention collective départementale destinée à remplacer celle signée le 29 octobre 1936.

Ainsi donc, une fois de plus, la preuve est faite que la grève revendicative paie ! Les gars du bâtiment du département de l'Aude viennent de la confirmer en arrachant par l'action directe d'appréciables succès.

(Corresp.) F. D.

CHEZ LES OUVRIERS

AGRICOLLES

AIMARGUE. — Vendredi, les 300 ouvriers agricoles d'Almarque (Gard) ont effectué une grève de 24 heures pour obtenir une augmentation horaire de 15 fr.

Ne nous étonnons pas d'appréhender que nos camarades agricoles d'Almarques (Gard) dont on se souvient la belle lutte menée en 1950, sont à nouveau sur la brèche.

Dans l'Hérault et le Gard, 50.000 ouvriers viticoles obtiennent une augmentation de 15 %.

— Les ouvriers des Pyrénées-Orientales obtiennent pour le salaire de l'année, 92 fr. horaire. Saint-Nazaire, d'Aude et de Toulousiens.

Toujours dans l'Aude, de nombreux salaires agricoles sont rajustés atteignant de 32 à 100 francs.

— A Aries, les vendangeurs du Grand-Paty obtiennent des majorations de salaires de 120 à 135 francs pour 100 kg. de raisin.

MARSILLARGUES. — Un accord est intervenu à la veille des vendanges à Marsillargues (Hérault) qui porte le salaire horaire à 100 fr. de l'heure et majore le salaire des vendanges de 50 %.

SCHUMACK.

prudence et fermeté. Prudence pour ne pas se laisser bernier par des promesses, fermeté afin d'obtenir, coûte que coûte, que les prochains combats soient largement unitaires.

La condition de l'unité ouvrière est donc représentée, une fois de plus, par la conscience et la volonté lucide de la base. D'où le rôle essentiel que la Fédération anarchiste attribue à l'existence, à l'activité, à la multiplication des comités d'unité à la base (C. U. B.).

Il incombe aujourd'hui à tous les travailleurs qui veulent se garantir contre les trahisons toujours possibles de leurs dirigeants, à tous ceux également qui refusent depuis longtemps de se plier à des ordres imbéciles émanant d'irresponsables patentes, de cimenter leur action : les comités d'unité à la base peuvent être, si nous nous y mettons tous, l'instrument du CONTRÔLE OUVRIER sur les « sommets syndicaux », inaccessibles de l'intérieur des centrales sclérosées, politisées, antidémocratiques, comme elles le sont toutes.

Pour conclure, la prudence et la fermeté des classes laborieuses peut et doit se manifester par le truchement de C.U.B. dont la multiplication rapide serait le premier signe d'une véritable régénération sociale. Tel est notre but, tel est le combat révolutionnaire aujourd'hui.

I. PROVENCE.

La Verrerie de Vianne

La Verrerie de Vianne (Lot-et-Garonne), le mois dernier, une prime de salissure a été attribuée aux mécaniciens et aux maçons de la Verrerie — et ils se salissent terriblement — un litre de lait par jour a été aussi attribué aux ouvriers travaillant à la poterie et qui ruinent leur santé. La prime de logement est passée de 300 à 500 francs. La Direction a promis que des douches allaient être mises en service et des aspirateurs installés à la composition et à la poterie.

Quiconque prend connaissance de ces amendements sans faire partie du personnel de la Verrerie peut estimer qu'à Vianne les travailleurs sont satisfaits. Mais qu'est-ce que la Verrerie de Vianne ? La Verrerie est surtout composée de travailleurs étrangers, Tchèques, Allemands et Polonais. Ces travailleurs n'ayant guère le choix de retourner en Tchécoslovaquie, en Allemagne ou en Pologne, en raison des difficultés morales et matérielles que cela représente, c'est convenu que de peu et accorder d'être exploités. C'est ainsi que si les verriers, ouvriers spé-

cialistes, gagnent de 6.000 à 7.000 fr. par semaine — ce qui ne constitue pas un haut salaire — les manoeuvres se contentent de 3.000 ou 3.500 francs. Le travail est dur et se fait par haute température. Si le litre de lait est payé par le patron, les canettes de bière ne le sont pas et l'atmosphère étouffante fait qu'on boit, qu'on est obligé de boire, de l'eau ou de la bière, et beaucoup. Le travail est malsain, exténuant, pour les femmes comme pour les hommes. Il faut « filer doux », les « mauvaises têtes » et les « révolutionnaires » ne sont pas admis à la Verrerie. Le travail commence et se termine au cri de la sirène. Une demi-heure en bas pour qui arrive en retard.

A ce régime, la Verrerie se développe, s'agrandit à la sueur des verriers de Vianne. Récemment, la fille du directeur Youkine s'est mariée, on aurait pu croire que c'était la fille du Président de la République qui se mariait ! Des maisons « pour loger les ouvriers » se construisent, mais, en réalité, pour accroître les propriétés immobilières de la Verrerie qui, à ses débuts, n'était composée que de quelques baraquas. Les travailleurs paient tout cela, même les douches et les aspirateurs qu'ils vont — peut-être — recevoir.

Exemple de beaucoup de verreries, de beaucoup d'entreprises.

(Correspondant.)

A l'Aciérie des Ancizes

L'ACIERIE des Ancizes est le modèle même de l'exploitation intégrale des ouvriers et son patron, Duval, aurait fait « un très bon garde-chiourne sur les galères de feu les Rois ».

Dans cette aciérie, plus de syndicat. Il y en avait un, cégétiste. Il a disparu. Lors d'une grève, déclenchée par ce syndicat stalinien, il y eut une loi non respectée : le patron n'aurait pas été averti assez tôt. Duval, en vertu de cette loi ou décret, met tout le monde à la porte et à l'embarras, refuse de reprendre les vrais militants ! Résultat ? par la faute des dirigeants stalinien, une partie des ouvriers se trouva sans travail, les ouvriers n'obtinrent aucun avantage et perdirent même les fruits de leur action revendicative.

Lorsque les communistes ont voulu monter de nouveau un syndicat cégétiste, les ouvriers ont pensé, qu'il valait mieux obéir à Duval qu'à Kounine et à ses ouailles. Aussi la situation des travailleurs est-elle déplorable : salaires stationnaires ; réduction de l'abattement de zone ; le gouvernement sans que les fautes de paie les plus maigres aient été touchées. Et... dans les ateliers de l'usine on vend du « Coca-Cola » bien glacé !

La conclusion à tirer est claire. Tant que les ouvriers de l'usine des Ancizes ne prendront pas conscience de leur force, tant qu'ils ne comprendront pas que c'est à eux-mêmes qu'appartient la tâche de vaincre le patron, tant qu'ils continueront à des syndicaux la tâche de les trahir de la misère, ils iront de déception en déception, d'échec en échec, amenuisant de ce fait leur esprit revendicatif, pendant que Duval s'enrichira de plus en plus à leurs dépens et que les hiérarches stalinien attendront vainement dans leurs fauteuils de velours que le « petit père » Staline leur octroie les reliefs de l'argent volé aux ouvriers russes... et autres !

(Corresp.) P. P.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centrale du Croissant, 18, rue du Croissant, Paris-2^e. F. ROCHON, imprimeur.